



lundi 29 janvier 2018

## *Lettre de « motivation » ? Non, mais carrément motivés, motivés...*

*Décidément, vraiment rien de bon dans le Macron. Il s'en prend maintenant aux quelque 700 000 jeunes des lycées qui devraient être étudiants à la rentrée 2018. Depuis le 22 janvier et d'ici le 10 mars, ils doivent entrer sur une plateforme internet d'admission à l'université, dite ParcoursSup, un genre de curriculum vitae et dix « vœux » accompagnés de lettres de motivation. Ensuite... on leur écrira ! Cela rappelle quelque chose, tous ceux qui frappent à des portes pour trouver un emploi. On vous écrira...*

Une partie de la jeunesse populaire connaît malheureusement déjà cette situation, n'a pas accès à l'enseignement supérieur et bien en amont, se trouve « orientée » vers des formations plus ou moins sérieuses, mais plus généralement vers des petits boulots ou Pôle emploi... Et comme pour tout ce qui touche aux droits des travailleurs, le gouvernement veut entériner, légaliser et généraliser la détérioration des situations, et tout particulièrement contre les jeunes, il veut creuser l'injustice sociale existante.

### *Ça va mal... alors de mal en pis ?*

De prétendus spécialistes expliquent qu'il n'y aurait plus de place pour tout le monde dans les lycées et les universités, plus exactement affirment que les enfants de milieu populaire n'y auraient plus leur place. Ils seraient en trop grande difficulté scolaire et c'est donc pour leur bien qu'on leur fermerait la porte. Point de vue crasse de l'élite - ou prétendue telle - qui entoure et soutient Macron.

Certes, cela va mal dans les écoles, les lycées et les universités. L'État ne veut pas consacrer les moyens humains et matériels nécessaires. Le nombre d'élèves augmente et le nombre d'enseignants diminue. Trop d'établissements sont vétustes et non équipés, dont des universités. Mais faudrait-il aggraver la situation en réduisant le nombre de places ? Est-ce que ce sont les jeunes qui ne sont pas à la hauteur des universités, ou les universités (et déjà les lycées) qui ne sont pas à la hauteur des jeunes et de leurs besoins ? Macron veut mettre de nouveaux barrages aux enfants des classes populaires, alors que la ségrégation sociale sévit déjà. Elle les exclut par exemple des « classes prépas » et grandes écoles vers lesquelles sont orientés les rejetons de la bourgeoisie et petite bourgeoisie.

### *On sent poindre la colère*

Colère de lycéens qui sentent mal d'avoir à entrer leurs vœux et motivations... Colère de profs des lycées qui sentent mal de mettre des appréciations dont ils savent qu'elles peuvent trancher dans une vie... Colère de profs d'universités qui sentent mal d'avoir à étudier plus de 7 millions de dossiers... ce qui, même à raison de 30 minutes pour chaque (un minimum), ferait plus de trois millions d'heures de boulot supplémentaires ! Colère de celles et ceux, jeunes ou adultes, qui savent que les vœux seront différemment exprimés selon la situation des familles, selon qu'elles maîtrisent les codes de l'enseignement supérieur ou non... Et comme les universités n'auront pas les moyens de dépouiller sérieusement les informations, on peut craindre qu'elles décident sur des préjugés, acceptent plus volontiers le lycéen d'un quartier chic que celui d'une cité de banlieue. On s'étonnera ensuite que les 20 % à 30 % de jeunes qui, à la rentrée prochaine ne trouveront pas de place dans les universités, appartiennent à la classe ouvrière.

Mais tant mieux que des boucliers se lèvent, qu'un bon nombre de syndicats et organisations du monde de l'éducation, enseignants comme élèves et parents, annoncent une journée de grève et de manifestation pour le jeudi 1<sup>er</sup> février. Un début de riposte, espérons-le. Car dans les entreprises comme dans le milieu scolaire, c'est le ras-le-bol du tri sélectif, ras-le-bol des machines à licencier, à exclure, à mettre à la poubelle, à reléguer au chômage et aux p'tits boulots.

Trop c'est trop et la motivation à lutter pourrait l'emporter. Ce n'est pas la première fois que la jeunesse sonnerait le départ d'un mouvement d'importance. Et pas seulement en mai 68 !

### ***Des chiffres poudre aux yeux***

La direction annonce qu'il y aura 24 suppressions d'emplois en 2018, soit 14 dans le cadre du DAEC et 10 en congé senior. Mais elle refuse de nous donner plus d'informations sur l'avenir de l'usine et de s'engager sur sa non-fermeture. Au moment où PSA a besoin des 10 à 11 millions de pièces que nous fabriquons chaque mois, la seule manière d'obtenir des réponses est de continuer à nous réunir et de multiplier les actions collectives.

### ***Une mobilisation à construire entre nous***

Organisés indépendamment des syndicats, des salariés continuent à diffuser leurs tracts sur l'usine, intitulés « Nous salariés mobilisés ». Ils ont raison de prendre les choses en main et de rappeler le succès de l'assemblée générale de janvier, à laquelle ils avaient appelé aux côtés de la CGT. En revanche, souhaiter un « échange constructif » avec le directeur de l'usine est illusoire : il n'y a qu'en tant que salariés mobilisés qu'ils pourront mettre en avant leurs revendications et ne pas se laisser duper par les promesses d'accompagnement de la direction... vers la porte.

### ***Aller voir ailleurs ne va rien résoudre***

En Quart d'heure com' mercredi dernier, CI, moniteurs et maintenanciers étaient invités à postuler pour la dernière semaine, pour partir travailler à SevelNord, en doublage, en week-end ou en équipe de nuit, pour des missions de 12 à 18 mois. Le site d'Hordain recrute en effet 600 personnes pour monter une quatrième équipe d'ici mai 2018. En attendant, sur le site de Saint-Ouen, on continue à nous montrer la porte avec insistance, alors que la production reste à faire, et que le sous-effectif est tel que la direction a recours à des camarades intérimaires.

### ***Aie confiance, crois en moi ...***

Les syndicats du « bloc réformiste » ont relaté dans un tract leur rencontre avec Bruno Bertin, DRH France du groupe PSA. Il s'est voulu rassurant : il n'y aurait pas de dossier de fermeture de Saint-Ouen sur le bureau de Tavares ! Mais il annonce une baisse de 20 % de la charge sur 3 ans, et l'« adaptation » des effectifs qui va avec... Voilà la « décroissance pilotée » qui ressort du bois, et on ne voit vraiment pas ce qu'il y a de rassurant.

### ***Pour 400 euros mensuels en plus !***

Cette année PSA a battu un record avec 3,6 millions de voitures vendues (+15,4%). Selon le journal Le Parisien, pour l'année 2017 PSA s'apprête à annoncer un autre record avec 2,5 milliards d'euros de profits (en 2016 c'était déjà 2,2 milliards).

Et nous dans tout cela ? C'est la galère en fin de mois, avec des salaires quasiment bloqués depuis 2013. Profitons des négociations salariales qui commencent jeudi prochain pour nous organiser avec les autres travailleurs des sites PSA.

Mettons la pression en faisant des débrayages, il n'y a que ce langage-là que les patrons comprennent. Sans nous, pas de bagnoles !

### ***La misère n'a rien d'une fatalité***

Au Maroc, dans la région de Jerada, la population se mobilise contre la pauvreté de cette région et son abandon par le pouvoir central. Depuis la mort de deux jeunes mineurs dans un puits de charbon clandestin en décembre dernier, les manifestations se succèdent. Elles dénoncent l'absence d'emplois et d'infrastructures de santé, le coût de la vie, et prennent la suite du mouvement d'Al-Hoceima l'année dernière, pour des raisons similaires.

Que ce soit en Iran, en Tunisie ou au Maroc, des mobilisations ont eu lieu sur les mêmes questions ces derniers mois. Face à des gouvernements au service des plus riches, qui condamnent des millions de personnes à la misère, il n'y a que par leurs luttes que les travailleurs obtiendront gain de cause.

### ***La SS dans l'entreprise***

Depuis novembre, la Sécurité Sociale mène une drôle d'expérience. Elle alerte les entreprises dont le taux d'arrêt maladie est beaucoup plus élevé que leurs concurrents, en leur indiquant au passage le type de certains arrêts.

Fin du secret médical à prévoir pour peu que les DRH soient suffisamment perspicaces. Sous prétexte de pousser les entreprises à amorcer une réflexion sur les conditions de travail, l'assurance maladie apporte son aide aux patrons pour identifier les salariés dont ils voudraient se débarrasser.

### ***Carrefour, le profit, les salariés***

Alexandre Bompard, PDG de Carrefour, avait gagné 14 millions d'euros en 2016 soit 21 % d'augmentation par rapport à 2015. En 2017, les profits ont continué de rentrer. Mais les actionnaires se plaignent d'une baisse de leur marge, l'enseigne étant concurrencée par la vente en ligne et des groupes comme Amazon.

Qu'à cela ne tienne, pressurer les salariés pour mieux en extraire le substantifique profit, telle est la devise chez Carrefour. 2400 personnes perdraient leur boulot, sacrifiées sur l'autel des actionnaires.

Une situation qui en rappelle d'autres... jusqu'à une riposte commune !